



CONTRIBUTION DE L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE AUX DÉBATS DU CDFN DE SEPTEMBRE 2025

Un automne chaud bouillant

La planète et les populations paient le prix fort des appétits voraces du capitalisme : guerres, budgets austéritaires, catastrophes climatiques, montée des extrêmes droites, scandales sanitaires, recul des droits et des libertés..., sont autant de marqueurs de cette fuite en avant. En France, alors que le pouvoir tente de passer à nouveau en force sur sa politique libérale, autoritaire et anti-écologique en changeant le casting gouvernemental, c'est une rentrée de la lutte des classes qui a lieu, remettant les questions de partage des richesses au centre. Le syndicalisme, et particulièrement le nôtre, se retrouve au premier rang cet automne.

Dès le printemps, le gouvernement Bayrou n'a eu de cesse de préparer l'opinion aux « sacrifices nécessaires » à la réduction d'un déficit pourtant creusé en grande partie par la politique de l'offre menée depuis 2017 conduisant à l'assèchement des recettes fiscales. Selon de nombreuses études (Insee, France stratégie, Conseil d'analyse économique – rattaché à Matignon !), celle-ci ne tient pas ses promesses de relance économique ni n'améliore le niveau d'emplois et les salaires. Tandis qu'une juste taxation des plus riches entraînerait un exil fiscal négligeable. Mais selon l'exécutif, rompre avec cette politique entraînerait la ruine de l'économie française. Pour donner toujours plus aux riches et aux grandes entreprises, c'est donc la population, en particulier les classes populaires, qui devrait payer le prix fort. Les coupes répétées dans les services publics entraînent leur dégradation continue, celles dans la protection sociale font perdre des droits aux

salarié·es, retraité·es, malades, privé·es d'emploi...

Stratégie du choc

Durant l'été, la colère est montée dans la population, en témoignent le succès de la pétition de l'intersyndicale contre le budget Bayrou, et la viralité du mouvement « Bloquons tout ». Les campagnes et mobilisations portées ces dernières années par notre camp social ne sont pas pour rien dans cette prise de conscience et la réorientation du mot d'ordre initial du 10 septembre vers des revendications de justice sociale et fiscale. L'exécutif s'est trouvé face à un problème : comment, dans ces conditions et en l'absence de majorité à l'Assemblée, poursuivre cette politique de classe dans le seul intérêt du capital ? La séquence débutée avec l'annonce du vote de confiance, qui allait entraîner la chute du gouvernement Bayrou, suivie de la nomination expresse au poste de Premier ministre d'un fidèle

du pouvoir, de tous les gouvernements depuis 2017, ne laisse aucun doute sur la volonté de maintenir un cap austéritaire et autoritaire. Accentuer encore la crise politique est apparu au pouvoir comme le moyen de faire passer au second plan le mouvement social en préparation, tout en agitant une prétendue pression des marchés financiers.

Guerres hors du droit international

Le changement d'axe de la politique étrangère des États-Unis – un pays en proie à une polarisation politique extrême au moment où le gouvernement Trump accentue sa dérive vers un régime illibéral – se confirme, avivant les tensions diplomatiques, économiques et militaires. Les incursions de drones et d'avions russes en Pologne et en Estonie après la rencontre Trump-Poutine en Alaska, marquent une nouvelle étape dans l'internationalisation de la guerre impérialiste de Poutine en Ukraine. Notre syndicalisme doit porter haut la défense de la paix, en l'articulant avec la solidarité internationale envers les peuples opprimés. La paix ne peut se faire aux conditions fixées par l'agresseur. Mais la course généralisée à l'armement, exacerbée par Trump, est d'autant plus inquiétante qu'elle justifierait, dans un contexte austéritaire, des coupes dans des domaines essentiels pour la protection des populations : éducation, recherche, santé, écologie... La FSU doit militer pour le contrôle démocratique des choix opérés sur les questions militaires à l'échelle nationale, européenne et internationale.

La frappe israélienne au Qatar était une façon de faire échouer les négociations avec le Hamas, pour justifier l'anéantissement de la population de Gaza et la prise de contrôle totale du territoire. Cette feuille de route s'inscrit de plus en plus ouvertement dans une politique génocidaire et coloniale globale visant les territoires et la population palestinienne jusqu'en Cisjordanie. Faire cesser le génocide, obtenir des sanctions contre l'État israélien, l'application des décisions de la CPI et la reconnaissance du droit du peuple palestinien à un État plein et entier, dans le cadre de l'auto-détermination des peuples et de l'égalité

des droits, est une urgence absolue. Pour amplifier encore la pression de l'opinion publique, la FSU doit continuer à jouer sa partition unitaire, sans être dupe d'initiatives diviseuses ni en rabattre sur ses mandats. Il s'agit de faire du génocide à Gaza une question encore plus centrale pour qu'elle porte plus largement dans nos milieux. Le plein soutien à la flottille pour Gaza y participe, tout comme la lutte contre la criminalisation des actions de solidarité avec le peuple palestinien. La question d'une journée à l'appel des organisations syndicales pour la défense de Gaza, comme l'a fait le principal syndicat italien pour le 19 septembre, se pose.

Un seul antidote : les mobilisations !

La réussite du 10 septembre, soutenu par la FSU et très majoritairement par la population, a permis de maintenir au premier plan les questions sociales dans cette séquence éminemment politique. L'appel sur les réseaux sociaux s'est concrétisé par un nombre très important de manifestant-es et de mobilisations, la forte présence de la jeunesse scolarisée, la diversité et le dynamisme des actions... ont été une bonne surprise. La répression policière, à l'œuvre à certains endroits, n'a pas freiné les initiatives. Si le mot d'ordre central portait sur un autre budget de justice sociale, il s'est ici ou là articulé aux questions climatiques, féministes, de lutte contre le racisme, et de solidarité avec le peuple palestinien. Les initiatives des organisations syndicales ayant appelé à s'associer à cette journée se sont révélées des points de convergence permettant d'accroître la participation des salarié-es à cette journée. Là où elles étaient organisées, les AGs ont été plutôt massives, et la nécessité de se projeter vers la date du 18 septembre proposée par l'intersyndicale à 8 posée partout comme une perspective incontournable. Lors de la passation, au cours d'une cérémonie feutrée à Matignon illustrant la déconnexion du pouvoir, le nouveau Premier ministre était contraint de parler de « rupture »... mais la véritable rupture viendra de nos luttes.

La journée du 18 septembre a constitué à cet égard un jalon important : massive, à la hauteur de certaines dates de la mobilisation contre la réforme

des retraites en 2023, elle a rassemblé largement, parfois plus du double de manifestant·es que le 10. Elle s'est ancrée partout sur le territoire, y compris dans les villes moyennes, et a confirmé la présence de la jeunesse dans la séquence. Cette réussite est d'autant plus remarquable que cette journée a eu lieu alors que Lecornu n'avait encore pas nommé de gouvernement, et sans projet de budget clair sur la table. Le mot d'ordre budgétaire s'est explicitement élargi à la question du partage des richesses, notre camp social étant en passe de gagner la bataille des idées non seulement contre l'alliance des droites mais aussi contre le patronat. L'intersyndicale demeure unie à son issue et scénarise un ultimatum posé à un gouvernement fragilisé avant même sa nomination. Celui-ci doit proposer un nouveau projet de budget avant la mi-octobre, sans majorité à l'Assemblée, et sous la pression d'un mouvement social qui a repris la main et impose ses thèmes et son calendrier.

Les taux de grévistes dans nos milieux le 18 montrent que la mobilisation peut encore s'étendre : il appartient à la FSU, par un travail de conviction au plus près du terrain, de traduire et organiser le mécontentement de façon encore plus massive et durable. Nous sommes dans une séquence de lutte de longue haleine, d'autant plus avec une possible censure du gouvernement Lecornu et l'hypothèse d'une nouvelle dissolution.

Encourager une dynamique d'actions durables et de masse

Il s'agit de conserver la dynamique citoyenne et militante du 10 et de la coupler à la dynamique syndicale du 18 en développant les convergences, pour en construire les suites en les articulant dans une double temporalité, à la fois rapide tout en se situant dans la perspective d'une mobilisation sur la durée durant l'examen parlementaire du budget. Il s'agit de s'appuyer sur la très forte mobilisation sociale pour imposer des ruptures dans la politique économique et obtenir une série de marqueurs pour redonner espoir aux classes populaires, aux jeunes, aux précaires : retrait de la réforme des retraites, taxation des plus riches et réforme fiscale d'ampleur, augmentation des salaires et

embauches dans les services publics, retrait de la réforme de l'assurance chômage...

Le 10 et le 18 ont montré la centralité de la grève comme modalité principale pour mettre les salarié·es en mouvement. La réussite du 18 oblige à poursuivre la grève interprofessionnelle dans des délais rapprochés. La question de sa reconduction sous une forme ou une autre se pose. Nous devons construire un agenda de mobilisations afin de peser sur les politiques pour faire entendre nos revendications de transformation sociale et créer le nécessaire rapport de force pour arracher les alternatives à l'austérité que nous revendiquons.

S'appuyer sur la dynamique des assemblées générales de personnels grévistes permettra que la mobilisation augmente encore d'un cran. La FSU peut aussi contribuer dans son champ à construire des mobilisations sectorielles en les articulant à la mobilisation interprofessionnelle.

Lors de la séquence 10-18 septembre, le lien fait entre revendications syndicales et celles plus générales de partage des richesses a été l'un des moyens de donner corps aux mobilisations : poursuivons en ce sens pour les massifier encore ! Nous nous situons du côté de l'intérêt général, au contraire du pouvoir qui est du côté des intérêts particuliers du capital. Il nous appartient de le démontrer par une campagne fédérale de fond, en synergie avec les campagnes sectorielles développées par les syndicats nationaux.

A l'exemple de la mobilisation contre la loi Duplomb (lire ci-contre), renforçons les liens existants avec nos partenaires syndicaux et associatifs de lutte et de transformation sociale, avec les forces politiques de gauche sur un programme de rupture, tissons des alliances nouvelles, travaillons aux convergences. Les suites doivent s'articuler avec les initiatives sectorielles ou thématiques déjà posées ou en cours de construction, comme les marches climat ou les mobilisations pour le droit à l'avortement du 28 septembre. L'unité syndicale constitue un carburant pour les mobilisations. Cette unité à huit peut exister sans qu'elle empêche d'autres cadres, plus restreints, pour certaines initiatives.

Mobilisation contre la loi Duplomb : une dynamique exemplaire et porteuse d'espoirs

La dynamique autour de la pétition contre la loi Duplomb, massivement signée au cœur de l'été, est instructive à bien des égards. Elle montre que le prétendu *backlash* écologique relève d'une offensive politico-médiatique, notre camp social reste majoritaire dans la bataille des idées sur ce terrain.

Cette mobilisation n'a par ailleurs rien eu de spontané : elle est le fruit d'un travail militant qui a commencé dès janvier, et pris de l'ampleur grâce à de nouvelles alliances entre organisations syndicales, associations écologistes et de médecins, collectifs, chercheur·euses et partis politiques, chacune jouant sa partition, notamment à travers des prises de position publiques qui ont contribué à légitimer la contestation et à la faire apparaître dans le débat public. Les réseaux sociaux ont fortement contribué à la viralité de la pétition initiée par une jeune étudiante dont le profil a-partisan a permis une adhésion très large.

Enfin, cette mobilisation est aussi le résultat d'une articulation réussie entre les thématiques de santé et d'environnement, qui donne matière à réfléchir à la façon dont nous devons articuler nos revendications syndicales aux questions écologiques, féministes, de défense des droits et libertés... Les Marches des résistances « Climat ! Justice ! Libertés ! » du 28 septembre seront une occasion de donner à voir cette articulation.

La rencontre des organisations syndicales avec Lecornu mercredi pendant le CFDN fait suite à l'ultimatum déposé par l'intersyndicale. On peut regretter que celui-ci ne soit pas accompagné directement d'une date future de mobilisation même si, depuis, celle du 2 octobre est apparue.

Pour autant, l'ultimatum a le mérite d'enclencher une dynamique qu'il faudra poursuivre et renforcer. Une dynamique dans laquelle l'intersyndicale à huit doit prendre toute sa part, sans en constituer un quelconque empêchement.

Enfin, notre syndicalisme doit prendre à bras le corps le problème de la répression des mobilisations : présence policière très forte, gazages, nasses, charges et arrestations, tout cela entrave la mobilisation et a pour fonction de la décrédibiliser et de dissuader de s'y joindre. Les violences policières sont à mettre en perspective avec le raidissement du pouvoir. C'est une question démocratique. La FSU doit développer et populariser ses analyses et se doter d'outils notamment avec ses partenaires que sont le Syndicat des Avocats de France et le Syndicat de la Magistrature, pour protéger ses militant·es et l'ensemble des manifestant·es.

Ce syndicalisme exigeant, sans aucune subordination au politique, renforcera la centralité des questions sociales pour influencer sur les politiques menées. Pour cela, comme lors de la bataille des retraites, l'unité de notre camp social s'appuyant sur nos liens avec CGT et Solidaires peut permettre une unité politique sur des bases de rupture avec le capitalisme. Toute politique tiède qui ne romprait pas avec les politiques libérales en cours depuis plus de 20 ans conduirait inexorablement à renforcer l'extrême droite et ses idées. Celle-ci, en embuscade, n'attend que l'échec de nos mobilisations pour reprendre la main sur l'agenda politico-médiatique autour de ses obsessions racistes, xénophobes et discriminatoires, comme l'illustre l'opération lancée par Philippe de Villiers et la bollosphère en vue de légitimer largement un referendum contre l'immigration, heureusement éclipsée par l'essor des luttes collectives en cours.

**Il est minuit moins dix, changeons les
horloges et remettons le monde à
l'endroit.**